

GIP LITTORAL
2030



BILAN D'ACTIVITÉS
2022

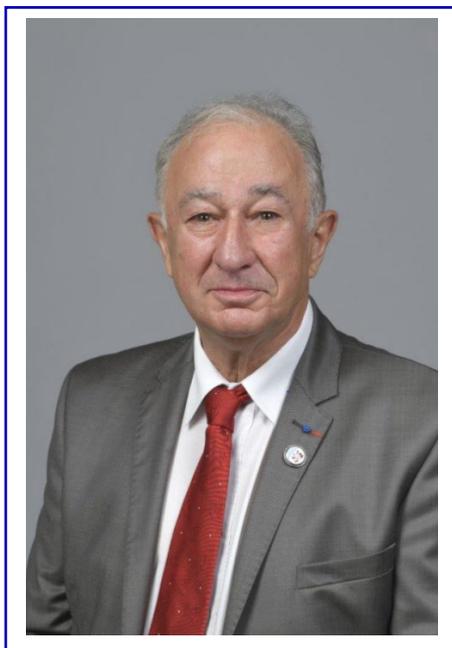


Table des matières

| | |
|---|----|
| Table des matières | 2 |
| Rapport d'activités 2022 | 3 |
| Le mot du Président du Conseil d'administration Henri Sabarot | 4 |
| Les membres | 5 |
| Les missions | 6 |
| Les instances | 6 |
| Les outils | 7 |
| Les temps forts de 2022..... | 8 |
| 2022 en chiffres..... | 9 |
| Les travaux en 2022..... | 10 |
| Connaissances et données..... | 11 |
| Accompagnement des projets des territoires | 16 |
| Coordination et partage..... | 22 |
| Annexes | 23 |
| Annexe 1 Instances et équipe | 24 |
| 1 Composition du Conseil d'administration :..... | 25 |
| 1.1 L'Etat..... | 25 |
| 1.2 La Région Nouvelle-Aquitaine | 25 |
| 1.3 Les Départements du Littoral de Nouvelle-Aquitaine | 25 |
| 1.4 Les Communautés d'Agglomérations..... | 25 |
| 1.5 Les Communautés de Communes | 25 |
| 2 Composition de l'équipe technique..... | 26 |
| 3 Composition du Groupe technique | 26 |
| 4 Composition du Conseil d'orientation | 27 |
| Annexe 2 Ordre du jour des instances en 2022 | 28 |

Rapport d'activités 2022

Le mot du Président du Conseil d'administration Henri Sabarot



A l'issue d'une 2ème année d'exercice du projet « Littoral 2030 : Réussir la transition du littoral de Nouvelle-Aquitaine », j'ai souhaité que le bilan de l'année écoulée et la projection sur nos priorités pour 2023 soit effectués en fin d'année 2022, comme l'année passée.

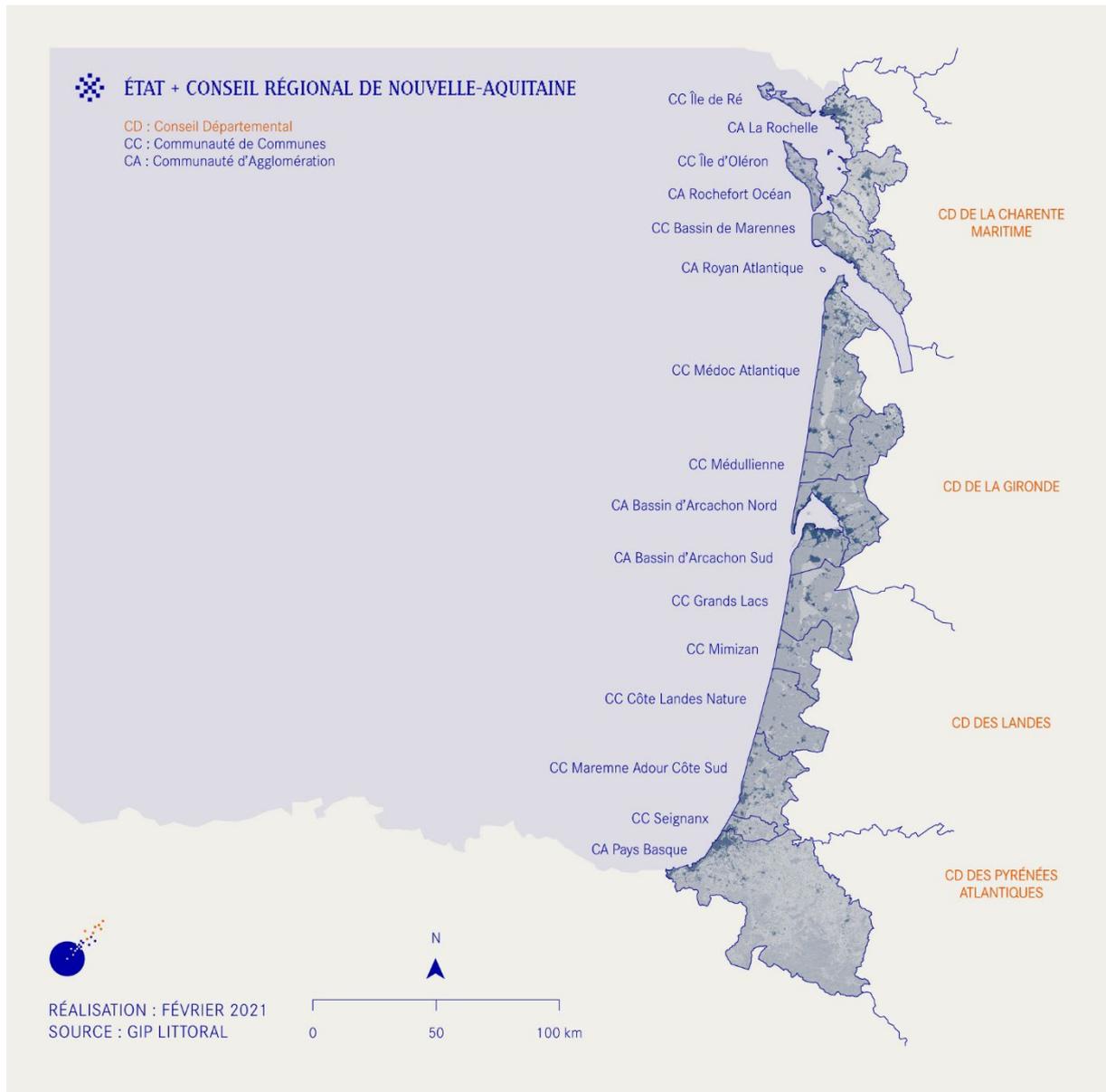
La nécessité de se projeter, dans nos territoires littoraux, n'a jamais été autant d'actualité après une année marquée par les signaux visibles du changement climatique. Nos travaux en matière de connaissance partagée se poursuivent et s'affinent sur des thématiques toujours plus nombreuses et révélatrices de la transversalité des défis que nos territoires littoraux ont à relever. Ainsi, en 2022, le GIP Littoral a finalisé la sensibilité régionale à l'érosion du trait de côte et l'étude sur les espaces naturels agricoles et forestiers. Les travaux engagés sur les résidences secondaires ont également suscité un vif intérêt auprès de nos membres. Cette année aura aussi été marquée par le retour d'un temps de rencontre en présentiel avec l'organisation des « Rencontres du littoral » le 4 juillet dernier à Bordeaux.

Enfin, l'année 2022 aura été fructueuse pour les territoires littoraux de Nouvelle-Aquitaine qui ont pu inscrire leurs projets dans les différents plans de relance, appels à projets nationaux, ou programmes de financement régionaux. Je veux croire que c'est notre capacité collective à travailler en amont, à concevoir des projets d'aménagement et de gestion durables qui nous ont permis de répondre présents sur ces opportunités.

A titre d'exemple, 4 projets de réaménagement durable des plages ont été identifiés pour bénéficier des crédits européens du plan de relance REACT UE gérés par la Région Nouvelle-Aquitaine. Le 2ème AMI sur les PPA Trait de côte a retenu un 3ème territoire de la région sur les 5 au niveau national, et l'année 2022 se termine avec la sélection d'un dossier sur les 3 retenus dans l'AMI sur les PPA Aménagement Touristique durable. Cette dynamique positive et structurante, est la preuve que les cadres que nous avons mis en place ensemble en Nouvelle-Aquitaine sont largement reconnus au niveau national.

Les membres

Le Groupement d'Intérêt Public est une formule juridique qui, de par ses statuts, permet d'institutionnaliser un partenariat entre l'Etat, la région, les départements et les intercommunalités littorales, dans le respect des compétences de chacun et pour la mise en œuvre de missions d'intérêt général.



Les missions

Avec un littoral long de 970 km et 4 îles, le littoral en Nouvelle-Aquitaine est un espace emblématique qui se distingue par la qualité de ses paysages et du cadre de vie qu'il offre. Considéré dans l'enveloppe géographique des intercommunalités, le littoral regroupe 1 017 597 habitants en 2020, sur une épaisseur variable de 30 à 50 km le long de l'océan Atlantique. Fragile et fortement attractif, le littoral est un espace où se déploient des politiques d'aménagement et de gestion spécifiques. L'ambition du GIP Littoral et de ses membres est de porter un projet de transition pour l'ensemble du littoral régional de Nouvelle-Aquitaine.

Le GIP est tout d'abord un outil de réflexion, de coordination et d'appui à la préservation, l'aménagement et la gestion des espaces littoraux. Il permet de renforcer la cohérence des programmes d'actions locales et les partenariats, ainsi que l'expertise sur les démarches à engager. Il peut être mobilisé par l'ensemble de ses membres, acteurs du littoral.

Le GIP Littoral réalise ses missions dans le cadre d'une stratégie partagée pour un développement durable, équilibré et solidaire du littoral régional : le projet **Littoral 2030 : Réussir la transition du littoral de Nouvelle-Aquitaine**. Afin de mettre en œuvre ce projet, le GIP offre à l'ensemble des membres du groupement un dispositif d'expertise et d'appui technique, un relais vers les centres de ressources existants sur les différentes questions relatives au littoral.

Les instances

Conseil d'administration et Assemblée générale

Au-delà de l'administration de l'activité du groupement, chaque réunion des instances décisionnelles est mise à profit pour informer les membres et débattre sur des sujets d'intérêt pour le littoral régional. Ils sont traités en questions diverses et permettent régulièrement d'inviter un partenaire ou un expert extérieur afin d'enrichir les discussions.

Conseil d'orientation

Les membres du Conseil d'Orientation sont directement associés aux chantiers du GIP Littoral dans le cadre du comité de pilotage des études. Ils peuvent être consultés sur les orientations annuelles à adopter.

Groupe technique

Il réunit les représentants techniques des collectivités membres et les services de l'Etat. Le groupe technique du GIP Littoral Aquitain est consulté systématiquement avant les réunions du Conseil d'Administration ou de l'Assemblée Générale. C'est l'instance technique de pilotage de l'activité du GIP Littoral Aquitain.

La composition des instances et de l'équipe technique figure en annexe.

Les outils

— LA BOÎTE À OUTILS —

1
v



CONNAISSANCES & DONNÉES

- Réalisation d'études de portée régionale
- Accompagnement des territoires à l'élaboration des outils de planification (SCOT, PLUi...)
- Suivi des démarches de planification (SRADET, DSF...)
- Accompagnement de projets innovants

*# trait de côte # démographie
évolution des espaces naturels agricoles et forestiers du littoral
occupation du sol # tourisme # capacité d'accueil
foncier hôtellerie de plein-air # postes de secours*

— RÉFÉRENCES —

Etude Démographie / Données sur l'occupation du sol /
Etude sur les espaces naturels, agricoles et forestiers /
Guide régional du surf...

—

2
v



ACCOMPAGNEMENT À LA CONSTRUCTION DES PROJETS DU TERRITOIRE

- RÉFÉRENTIEL D'AMÉNAGEMENT
& DE GESTION DURABLES DU LITTORAL**
- Définition des cadres régionaux d'intervention
- Accompagnement à la définition des besoins
- Rédaction de cahiers des charges
- Accompagnement des études préalables
et opérationnelles
- Accompagnement à la recherche de financements

*# gestion des risques
aménagement durable du littoral
(territoires - plages - espaces naturels fréquentés...)*

— RÉFÉRENCES —

Stratégie régionale de gestion de la bande côtière /
Dossier de candidature Aménagement durable /
Schéma régional Plans plages / Cahiers des charges...

3
v



COORDINATION & PARTAGE

- Animation de groupes techniques et de réseaux d'acteurs
- Organisation de journées thématiques
- Veille technique et réglementaire
- Suivi des cadres financiers
- Partenariats : Banque des Territoires, GIP ATGeRI, Conservatoire du littoral, ADI, ONF, BRGM, OCA...
- Relations avec le milieu de la recherche et le monde de l'économie

Les temps forts de 2022

En une page, aperçu rapide des étapes importantes franchies par les projets accompagnés ou portés par le GIP Littoral

Janvier 2022

Comité de pilotage final de la Stratégie d'accueil des plages de Gironde proches de la Métropole
Recrutement de Isla Sadran au poste de Chargée de mission Aménagement

Février 2022

Lancement de la 2^{ème} Stratégie locale de gestion de la bande côtière de la Charente-Maritime - Agglomération Royan Atlantique
Recrutement Anouk Decaudin au poste de Chargée de mission Planification
Début du contrôle de la Chambre régionale des comptes sur la gestion de l'érosion côtière

Mars 2022

Signature de l'avenant à la convention Banque des territoires – renforcement de l'accompagnement
Finalisation de la 1^{ère} démarche ADS de Charente-Maritime : Saint Palais sur Mer

Avril 2022

Publication du rapport de l'étude sur les espaces naturels agricoles et forestiers
Recrutement de Chloé Ragot au poste de chargée de projets stratégies locales

Mai 2022

Parution du rapport « Sensibilité à l'érosion côtière en Nouvelle-Aquitaine (extension à la Charente-Maritime) »

Juin 2022

Installation des dispositifs de mesure fréquentation des parkings de plage en Gironde

Juillet 2022

Organisation des Rencontres du littoral à Bordeaux
Groupe technique Risques en lien avec la parution de l'ordonnance loi Climat et résilience parue en avril

Septembre 2022

Organisation d'un Webinaire sur les résidences secondaires et publication de l'INSEE
Annonce lors des journées de l'ANEL de la sélection de la candidature des Grands-Lacs / Biscarrosse à un PPA « Trait de côte »
Consultation Ondres et Lège Cap Ferret : 2^{ème} génération poste de secours

Octobre 2022

Annonce de la sélection de la candidature de MACS / Seignosse à un PPA « Aménagement touristique durable »
Organisation d'un Webinaire sur ENAF

Décembre 2022

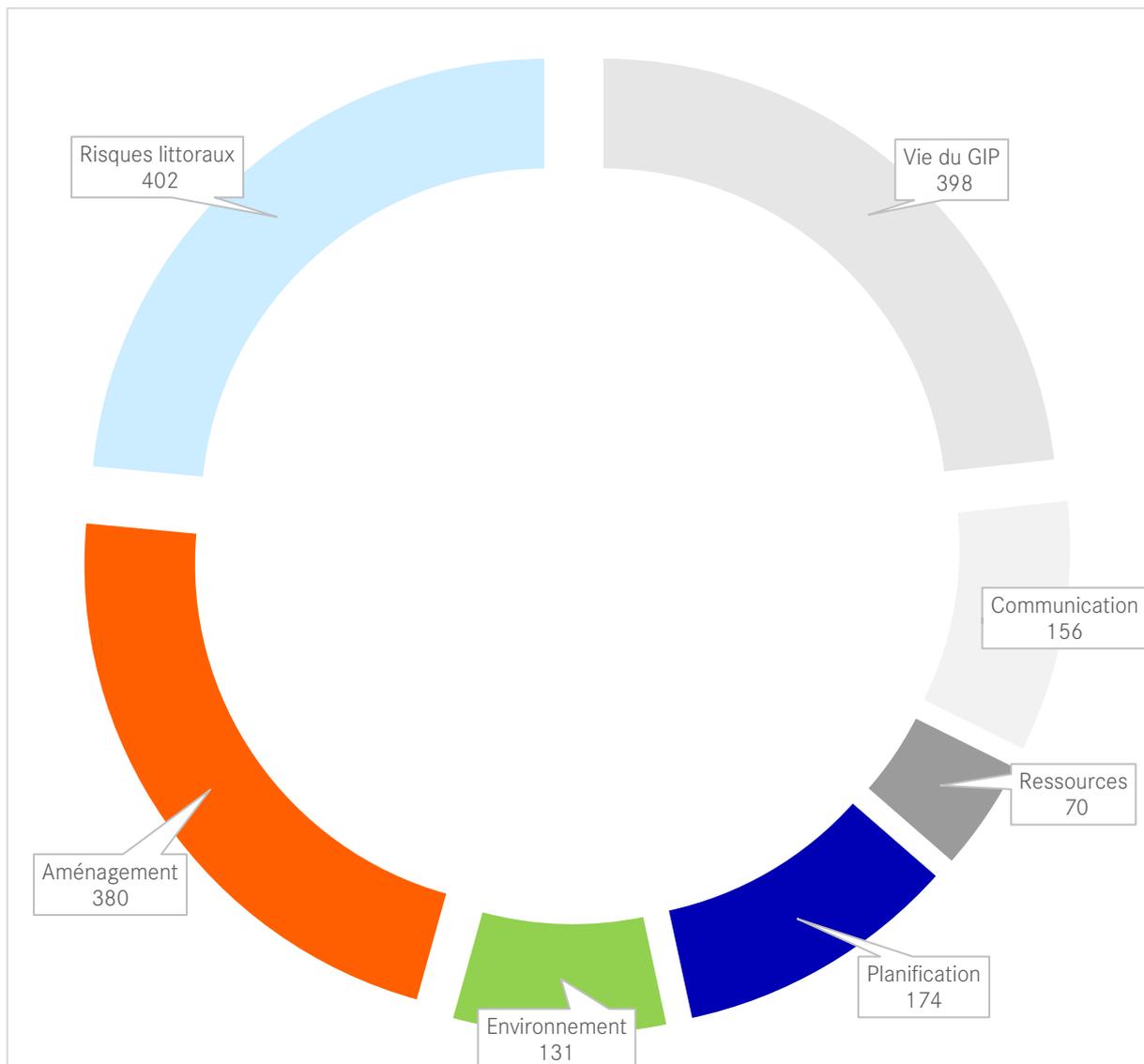
Démarrage des travaux sur plusieurs sites : Plage lacustre Soustons et Parentis, Plage des Bourdaines à Seignosse, Plage centrale de Ondres, Allées Ortal à Lacanau (mobilisation des fonds de relance REACT-UE et PPA)

2022 en chiffres

Budget 2022

| Dépenses | | Recettes | |
|---------------------|--------------------|--------------|--------------------|
| Personnel | 522 300 € | Cotisations | 620 000 € |
| Services extérieurs | 471 805 € | Subventions | 430 350 € |
| Autres chapitres | 56 250 € | | |
| Total | 1 050 350 € | Total | 1 050 350 € |

Répartition du nombre de jours de travail de l'équipe en 2022



Les travaux en 2022

La partie « les travaux en 2022 » décrit l'activité annuelle du groupement, sous la forme d'une présentation synthétique d'un nombre ciblé de projets. Elle ne décrit pas de façon exhaustive l'activité du groupement et **permet d'embrasser le type d'actions menées et la cohérence du programme en quelques pages.**

Les projets qui y figurent sont ceux qui ont le plus occupé l'équipe technique, ou bien ceux qui sont passés par des étapes significatives ou marquantes en 2022.

Les projets sont regroupés dans les trois catégories de la boîte à outils du GIP Littoral : Connaissances et données, Accompagnement à la construction de projets de territoire, Coordination et partage.

Connaissances et données

La place des résidences secondaires dans les territoires littoraux de Nouvelle-Aquitaine

Les mutations démographiques, résidentielles, économiques et sociales des dernières décennies, ont modifié les modes de fonctionnement des territoires du littoral aquitain et leur organisation territoriale. La question des risques naturels amène également les territoires à s'interroger sur la pérennité du modèle de développement touristique et urbain.

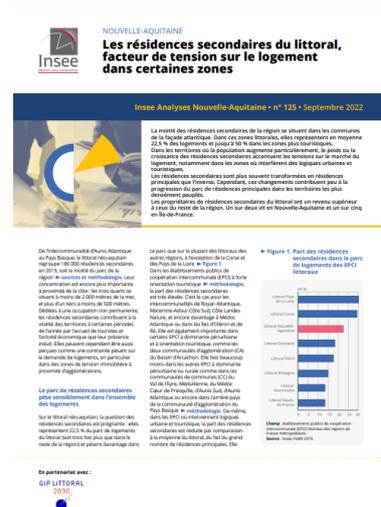
Dans ce cadre les enjeux démographiques et ceux liés à l'habitat sont majeurs, dans un contexte d'expansion continue de la population permanente et touristique et de forte dynamique de la construction.

Ainsi, la connaissance sur le parc de logement, en particulier de résidences secondaires constitue un point essentiel pour éclairer les débats publics et la prise de décision. En tant que logements dédiés à une occupation non permanente, les résidences secondaires entrent de plusieurs façons dans les questionnements des acteurs et politiques publics dans une recherche d'équilibres sur le plan de l'aménagement et du fonctionnement territorial. En effet, les résidences secondaires contribuent de plus en plus à la croissance du parc de logements. Elles sont considérées comme un atout pour la vitalité des territoires (qui se traduit par une attractivité et des activités économiques liées au tourisme) en particulier dans les zones de faible densité. Elles contribuent à maintenir une population présente et des services publics ou privées. Elles peuvent aussi être perçues comme une contrainte pesant sur la demande de logement en particulier dans des zones de tension immobilière à proximité d'agglomérations, du fait de l'espace et de la capacité d'accueil qu'elles « consomment ». Elles entrent aussi en concurrence avec l'offre marchande traditionnelle d'hébergements touristiques (résidences de vacances, hôtels).

Les objectifs de la mission d'étude sur les résidences secondaires

En 2021, le GIP Littoral a souhaité mobiliser l'expertise de l'INSEE dans le cadre d'une convention de partenariat afin de mener une étude sur les résidences secondaires. Elle constitue une première étape de réflexion avec la constitution et le partage d'un socle commun de connaissances sur la thématique « Résidences secondaires » à l'échelle des territoires littoraux de la Région Nouvelle-Aquitaine. Les axes de réflexion développés s'articulent autour d'un état des lieux des logements, des caractéristiques de leurs propriétaires, ainsi que des phénomènes de bascule entre résidence secondaire et résidence principale. La maille d'étude est celle des EPCI constitutives des SCoT littoraux de Nouvelle-Aquitaine, répartis en 4 groupes distincts, selon la typologie du rapport « Démographie littorale-projections à 2040 » du GIP Littoral.

Cette étude a été publiée en septembre 2022, prenant la forme synthétique d'un document « INSEE Analyse » (document à disposition ci-contre), et a également été restituée dans le cadre du webinaire résidences secondaires organisé par le GIP littoral le mercredi 7 septembre 2022. Le GIP Littoral a par ailleurs la possibilité de mettre à disposition de ses membres demandeurs, les bases de données correspondant aux données analysées dans le cadre de cette étude.



Date de démarrage du projet **février 2021**
Date de fin du projet **septembre 2022**
Coût du projet pour le GIP Littoral (dépenses externes) **4 000 €**
Temps passé 2022 **27 jours**

Finalisation de l'Etude sur l'évolution des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF)

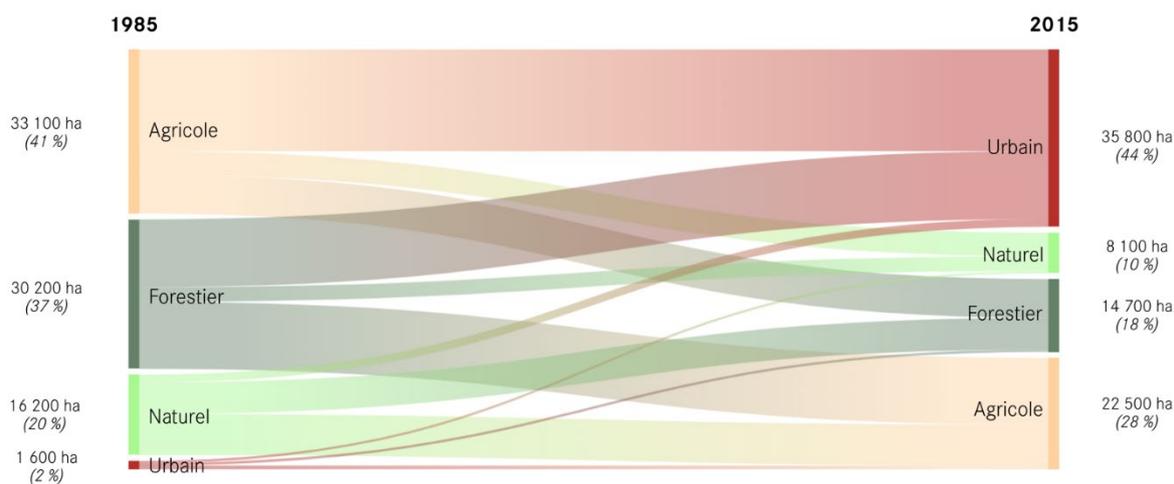
Le Conseil d'Administration du GIP Littoral a validé le 31 mai 2022 [le rapport final de l'étude sur l'évolution des espaces naturels, agricoles et forestiers du littoral de Nouvelle-Aquitaine](#) (dite « étude ENAF »). Cette étude menée par le GIP Littoral a été initiée en 2018 avec le soutien financier de la Région Nouvelle-Aquitaine, de l'Etat et de l'Europe (FEDER), et visait à :

- Identifier les évolutions de l'occupation du sol intervenues sur le littoral régional entre 1985 et 2015 ;
- Mieux comprendre les dynamiques spatiales et fonctionnelles passées, en cours et à venir ;
- Mieux appréhender le devenir des espaces naturels, agricoles et forestiers (espaces NAF) ;
- Sensibiliser les acteurs des territoires à la problématique de l'artificialisation des milieux et à la prise en compte des espaces NAF.

L'étude ENAF s'appuie sur la cartographie de l'occupation du sol réalisée sur le territoire des Schémas de cohérence territoriaux (SCoT) littoraux de Nouvelle-Aquitaine pour plusieurs années de prises de vue : 1985, 2000, 2009 et 2015. En analysant ces données cartographiques, il est possible d'identifier, localiser et quantifier les évolutions de l'occupation du sol qui se sont réalisées sur cette période de 30 ans.

Le rapport d'étude ENAF permet de présenter les principaux résultats de cette analyse, qui sont retranscrits à travers deux niveaux de lecture complémentaires :

- Une **analyse globale**, s'appuyant sur le niveau de nomenclature le plus générique où seuls sont distingués **4 grands types d'espaces** : Naturel, Agricole, Forestier et Urbain (NAFU). Ce premier niveau de lecture permet de mettre en lumière l'évolution des superficies (augmentation de 34 200 hectares d'espaces U entre 1985 et 2015, en parallèle d'une diminution de 8 100 hectares d'espaces N, 10 600 hectares d'espaces A et 15 500 hectares d'espaces F). En complément, l'analyse permet d'identifier de nombreuses mutations ont eu lieu entre les espaces NAF, notamment avec des évolutions fréquentes depuis les espaces N et F vers des espaces A. La comparaison des différentes années de prises de vues permet également de constater un ralentissement des phénomènes d'évolution de l'occupation du sol sur la période récente (2009-2015).
- Une **analyse détaillée**, s'appuyant sur les niveaux de nomenclature déclinés **en 15 ou 61 postes d'occupation du sol**. L'étude de ces données cartographiques a été couplée à la consultation de nombreux acteurs (services de l'Etat, de la Région, gestionnaires d'espaces naturels, représentants des professions agricoles et sylvicoles, etc.) afin de comprendre quels sont les phénomènes qui expliquent les évolutions constatées sur le littoral de Nouvelle-Aquitaine au cours des 30 dernières années.
Au final, 8 thématiques ressortent comme étant des éléments marquants dans l'évolution de l'occupation du sol :
 - la mutation des espaces agricoles,
 - la régression des milieux humides,
 - l'évolution des espaces forestiers,
 - l'évolution progressive des espaces NAF intra et péri-urbains,
 - les friches agricoles et urbaines,
 - le développement des centrales solaires photovoltaïques au sol,
 - les effets de la distance au littoral et de la Loi littoral,
 - les effets des zonages environnementaux.



Changement d'affectation de l'occupation du sol entre les espaces NAFU sur le territoire des SCoT littoraux de Nouvelle-Aquitaine entre 1985 et 2015

Le rapport d'étude conclut en indiquant les suites à donner à l'étude ENAF pour le GIP Littoral. Il s'agit notamment d'assurer une bonne diffusion des données de l'étude, puis de les valoriser afin de passer du constat à des actions concrètes à mettre en œuvre sur les territoires pour favoriser la prise en compte des espaces NAF.

Afin d'en savoir plus sur l'étude ENAF, 3 documents sont à disposition : Une plaquette de diffusion des principaux résultats de l'étude (format dépliant 8 pages), un Résumé non technique (format 15 pages) ainsi que le Rapport d'étude ENAF validé en mai 2022 (146 pages)

Date de démarrage du projet **janvier 2018**

Date de fin du projet **mai 2022**

Coût du projet pour le GIP Littoral (dépenses externes) **230 000 € (sur 4 ans)**

Temps passé 2022 **62 jours**

Finalisation de la Sensibilité régionale à l'érosion côtière

Depuis 2012, les membres du GIP Littoral disposent d'une stratégie régionale de gestion de la bande côtière, qui décline la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte. Le socle de cette stratégie régionale est un [diagnostic de la sensibilité à l'érosion côtière, réalisé en 2012 et actualisé en 2018](#).

Dans le cadre de sa feuille de route « Littoral 2030 - Réussir la transition du littoral en Nouvelle-Aquitaine », le GIP Littoral et ses membres ont souhaité **engager une extension de ce diagnostic à la Charente-Maritime pour couvrir le périmètre complet du littoral de la Nouvelle-Aquitaine**.

Ce travail a visé principalement à :

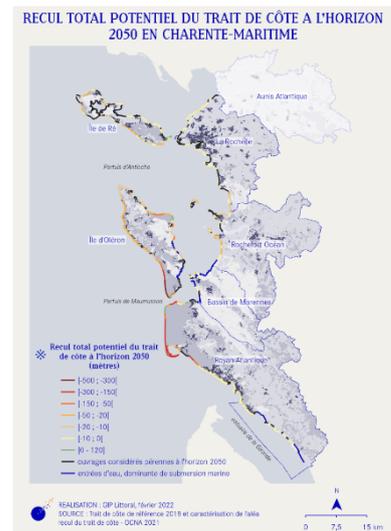
- Caractériser l'aléa érosion côtière à l'horizon 2050 et analyser les enjeux exposés sur le littoral de la Charente-Maritime (évaluation de la sensibilité) pour identifier les secteurs les plus sensibles et alimenter les réflexions sur les programmes d'actions locaux à engager.
- Aboutir à un diagnostic régional homogène à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine.

Le projet a été animé par le GIP Littoral et piloté par un comité technique composé des services de l'État, de la Région, du Département, des Communautés de communes et d'agglomérations littorales de la Charente-Maritime, et des partenaires techniques et scientifiques du projet.

1er volet : caractérisation de l'aléa érosion côtière à l'horizon 2050 en Charente-Maritime, réalisée par l'OCNA en 2021

Il s'est organisé de la manière suivante :

- Recueil des études et données disponibles.
- Cartographie du trait de côte de référence de 2018 et détermination des hypothèses d'évolution au droit des secteurs aménagés.
- Caractérisation de l'aléa recul du trait de côte sur la base de la connaissance disponible, caractérisation des incertitudes, de l'impact du changement climatique et de l'interaction entre les phénomènes d'érosion côtière et de submersion marine.
- Projection du trait de côte à l'échéance 2050 (horizon retenu à l'échelle régionale).



2ème volet : production de l'analyse de la sensibilité des enjeux à l'aléa érosion côtière en Charente-Maritime, réalisé par le GIP Littoral

Sur la base de ces nouvelles connaissances, le second volet du diagnostic a été engagé par le GIP Littoral pour produire le recensement et la valorisation des enjeux exposés à l'aléa érosion côtière en Charente-Maritime et agréger les données à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine. Le GIP Littoral a procédé à :

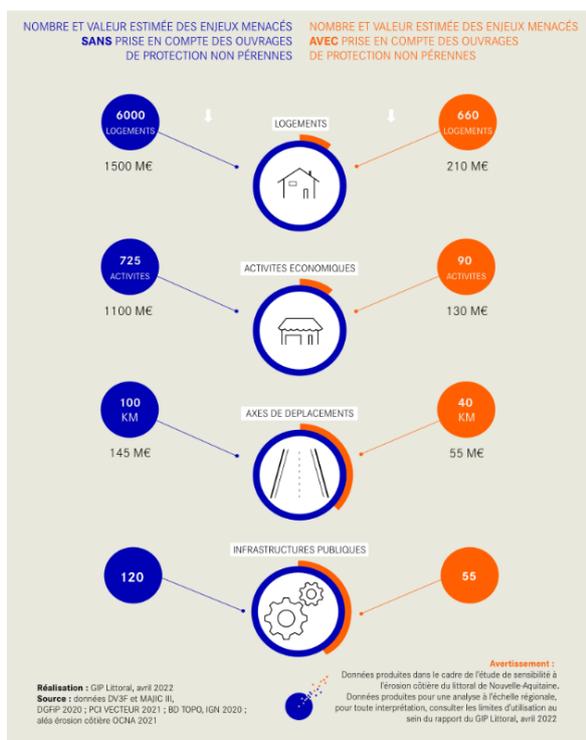
- une analyse détaillée des enjeux socio-économiques (inventaires des logements et activités économiques) et environnementaux-patrimoniaux présents dans la bande d'aléa érosion côtière à l'horizon 2050.
- une attribution d'une « durée de vie » en fonction de la distance des enjeux au trait de côte, du taux de recul moyen et des reculs évènementiels.
- une évaluation de la valeur des enjeux présents dans la bande d'aléa à l'horizon 2050.
- une agrégation des données de la sensibilité à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine.

Ces estimations ont été menées selon plusieurs hypothèses :

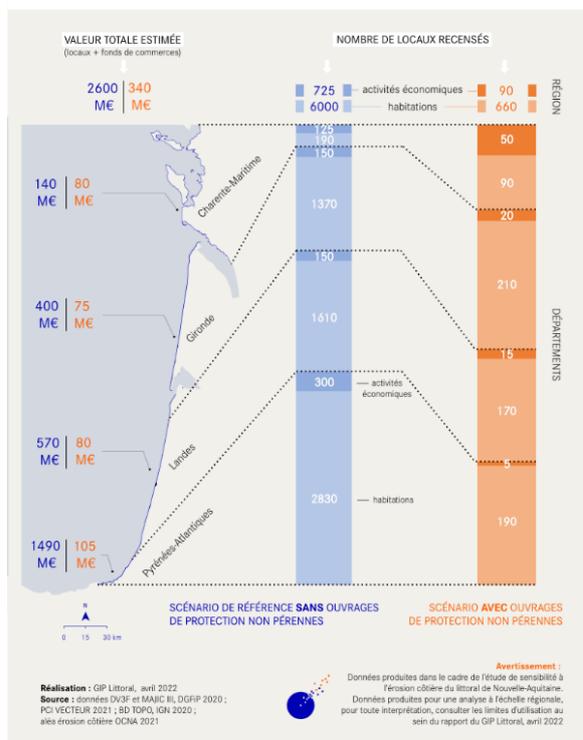
- Avec ou sans maintien des ouvrages de protection existants sur le trait de côte.
- Avec ou sans survenance de reculs évènementiels liés à des tempêtes ou des mouvements de falaises.

Agrégation de chiffres clés à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine

ENJEUX MENACÉS PAR L'ÉROSION CÔTIÈRE À L'HORIZON 2050 EN NOUVELLE-AQUITAINE



NOMBRE ET VALEUR ESTIMÉE DES LOCAUX MENACÉS PAR L'ÉROSION CÔTIÈRE À L'HORIZON 2050 EN NOUVELLE-AQUITAINE

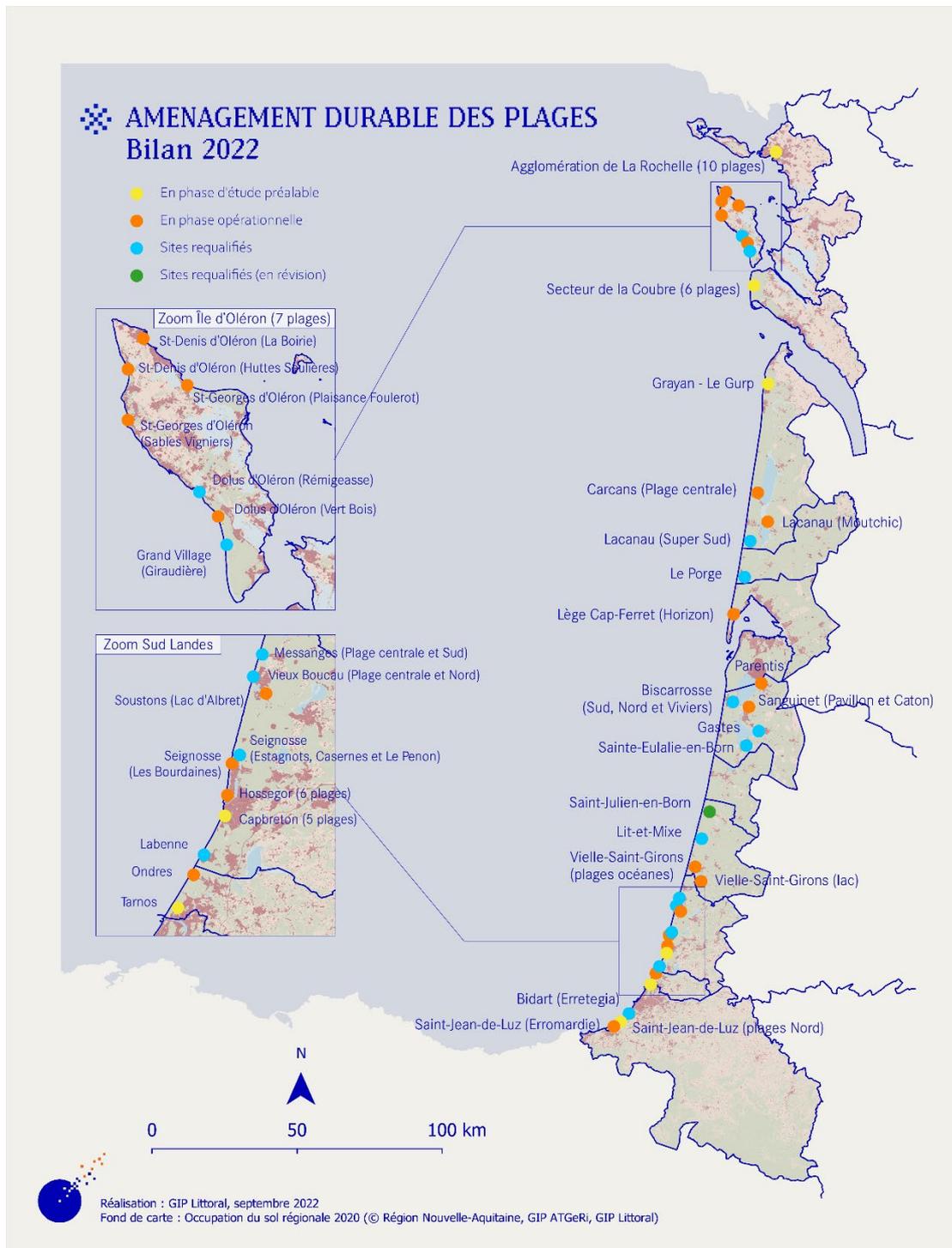


Le décompte global rappelle l'importance du risque d'érosion côtière sur le littoral de la Nouvelle-Aquitaine, et souligne la pertinence de la mobilisation des collectivités et de l'État sur le sujet, avec la publication de la stratégie régionale, et avec la mise en œuvre de nombreuses stratégies locales de gestion de la bande côtière depuis 2012.

Date de démarrage du projet **septembre 2020**
 Date de fin du projet **mai 2022**
 Coût du projet pour le GIP Littoral (dépenses externes) **0 €**
 Temps passé 2022 : **88 jours**

Accompagnement des projets des territoires

Etat d'avancement Aménagement durable des plages



Une année marquée par la finalisation de plusieurs études opérationnelles et le lancement de travaux en fin d'année : Ondres, Parentis, Soustons, Seignosse...

Démarche en **Animation permanente**

Coût prévisionnel du projet pour le GIP Littoral (dépenses externes) **0 €**

Temps passé 2022 **114 jours**

Stratégie d'accueil sur les plages de Gironde proches de la métropole – en phase opérationnelle

La « [Stratégie d'accueil des plages de Gironde soumises à pression métropolitaine](#) » a été lancée début 2020. Cette mission d'étude prospective a conduit les partenaires à valider les grands principes d'une stratégie cohérente. Les grands axes de travail adoptés sont les suivants :

- Se doter d'une capacité de mesure de flux pour informer et piloter
- Répondre aux pressions et accompagner les évolutions par la construction partenariale des alternatives en matière d'offre
- Planifier les nouvelles offres de mobilités pour faciliter et fluidifier l'accès et préserver l'environnement
- Anticiper les besoins en matière de nouvelle offre de plage en portant et en incarnant une image nouvelle des plages

Une feuille de route et ses déclinaisons opérationnelles a également été adoptée par le partenariat technique. Le comité de pilotage final de l'étude qui s'est tenu en janvier 2022 a permis de valider une feuille de route permettant de structurer le portage de ce plan d'actions ambitieux qui vise à maintenir une fréquentation soutenable des plages. Le renouvellement du dispositif en l'élargissant à d'autres collectivités, la construction d'une offre alternative, les discussions avec Bordeaux Métropole notamment sur l'amélioration de l'information et la surveillance des plages ont été les premières actions enclenchées par le partenariat en 2022.

Une information en temps réel sur les parkings des plages de 4 communes de Gironde à partir de la saison 2022

Après une 1^{ère} saison de test en 2021, les communes du Porge, de Lège Cap-Ferret (au Grand Crohot), de Lacanau (pour les parkings Nord et Super Sud) et Carcans (Océan) ont déployé des dispositifs permettant de remonter l'information en temps réel et en prédictif sur le remplissage de leurs parkings. C'est la société Alyce qui a été retenue pour mener à bien cette mission. Le GIP Littoral assure l'animation partenariale du projet notamment autour de la gestion de la donnée en lien avec le GIP Atgeri. L'objectif a été de démultiplier les lieux de visualisation de l'information en 2022, notamment sur le territoire de la Métropole bordelaise et d'intégrer cette information dans une communication globale sur la gestion des plages.

Date de démarrage du projet **janvier 2022**

Date prévisionnelle de fin du projet **décembre 2022**

Coût prévisionnel total du projet pour le GIP Littoral (dépenses externes) **10 000 €**

Temps passé 2022 **40 jours**

Vers une 2^{ème} génération de postes de secours mobile en bois

La 1^{ère} génération de poste de secours mobile en bois est née à la suite des tempêtes 2013/2014, où l'érosion naturelle du littoral, associée à des événements ponctuels, a entraîné des situations à risque pour plusieurs postes de secours. Après la production d'un référentiel technique pour l'élaboration d'un poste de secours innovant en bois en 2015, la réalisation d'un prototype à Biscarrosse (2016), le dispositif s'est généralisé (Hendaye, Bidart, Seignosse, Le Porge...) ces dernières années.



Un 1^{er} bilan réalisé dans le cadre de l'évaluation de la politique régional plan plage a mis en avant que d'autres solutions pourraient permettre un déplacement plus facile.

En 2022, le GIP Littoral a accompagné les projets des communes de Lège Cap Ferret (Plage de l'Horizon) et d'Ondres (plages centrale), afin de concevoir une nouvelle génération de postes de secours en bois.

Dans les 2 cas, la demande est faite de rechercher une solution de postes de secours plus facilement mobiles, sans intervention d'une grue. Des solutions techniques facilitatrices de mobilité sont attendues dans les réponses (remorque...).

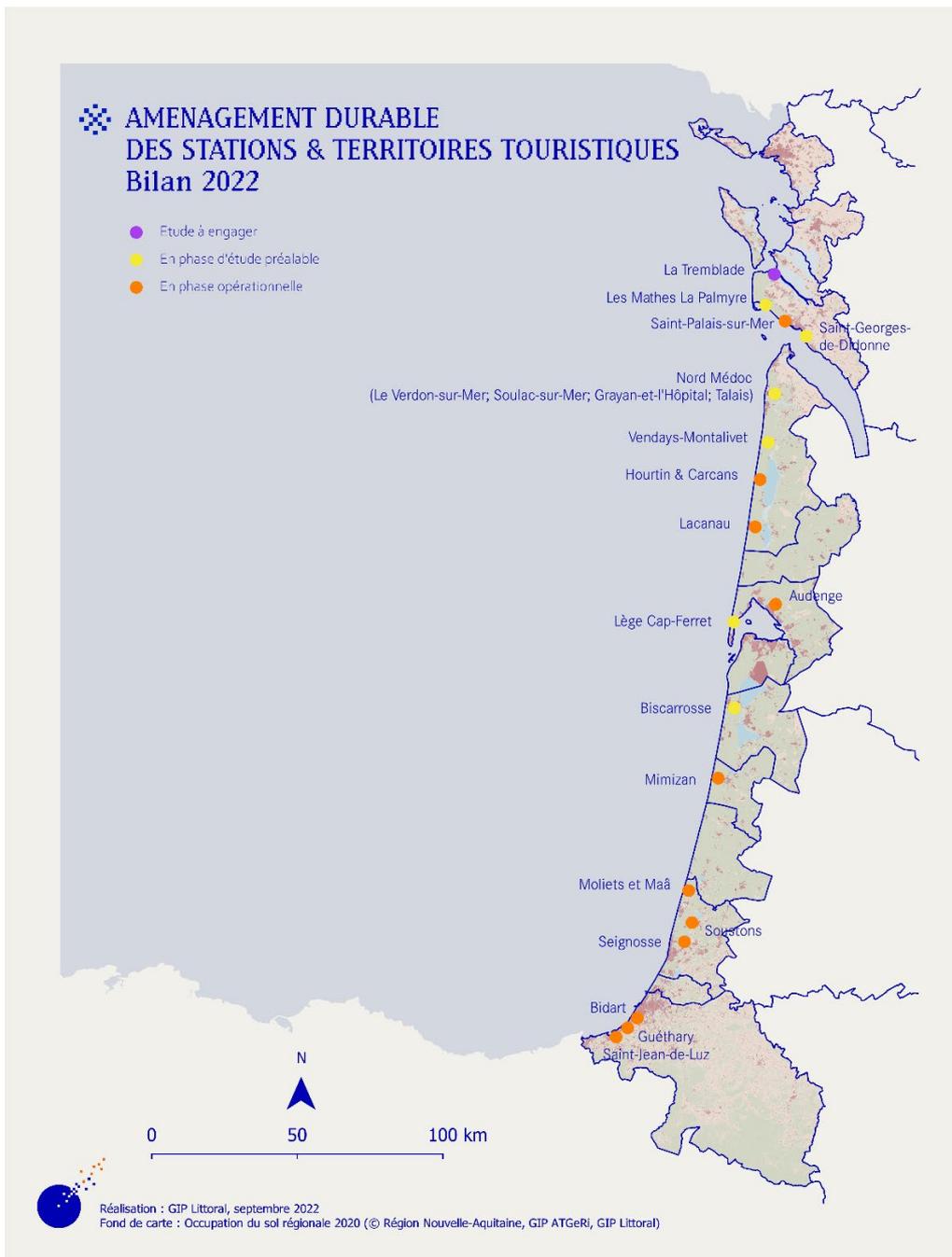
Date de démarrage du projet **janvier 2022**

Date prévisionnelle de fin du projet **décembre 2024**

Coût prévisionnel total du projet pour le GIP Littoral (dépenses externes) **10 000 €**

Temps passé 2022 **15 jours**

Etat d'avancement Aménagement durable des stations et territoires littoraux



Renforcement de l'accompagnement par la *Banque des territoires* (aux côtés des financeurs Etat, Région, Départements) : travail en cours sur l'accompagnement de l'autofinancement et du portage financier des projets, accompagnement des études opérationnelles...

Nouvelle démarche en 2022 : Saint Georges de Didonne.

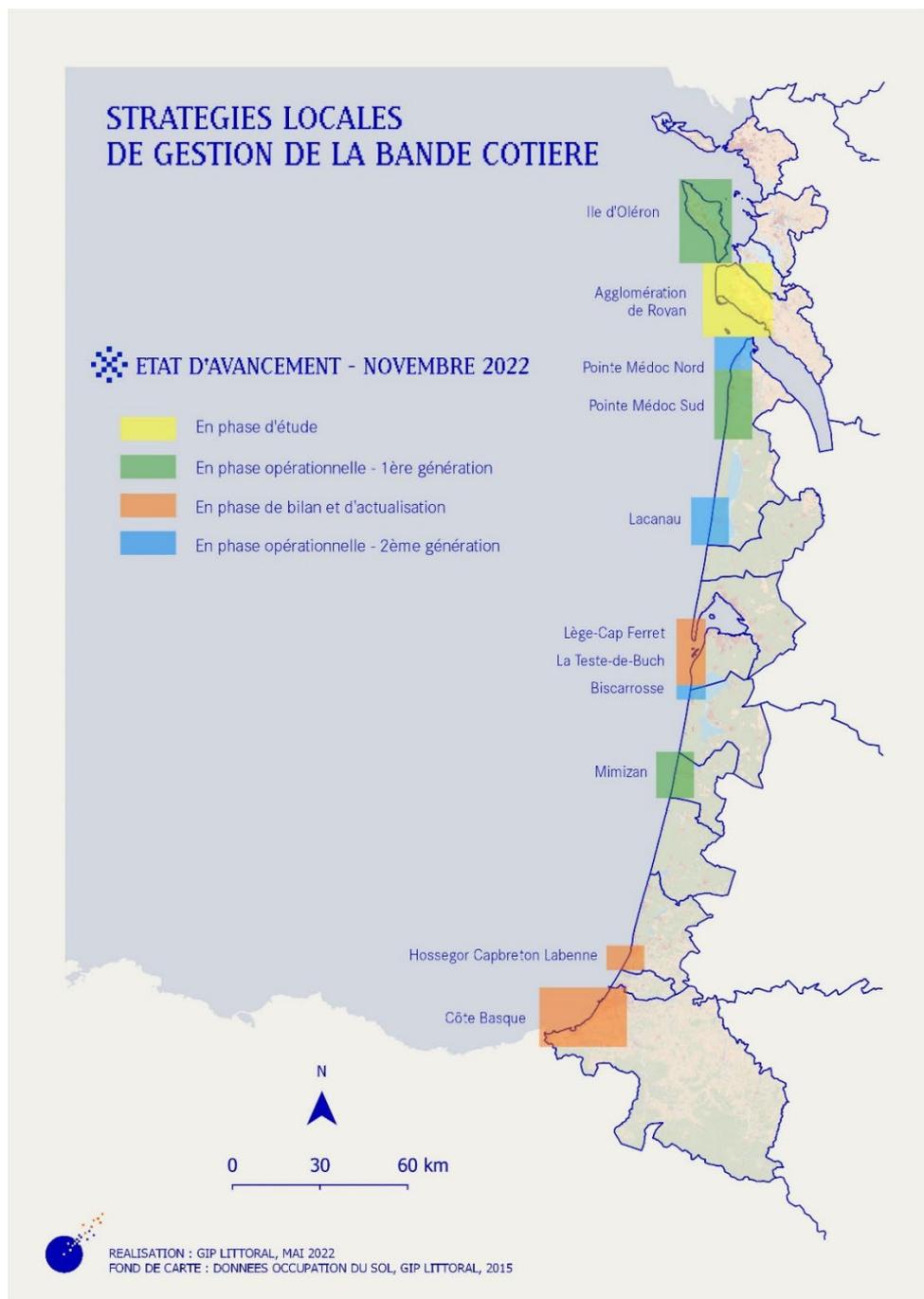
Après la sélection des dossiers de Lacanau et Saint Jean de Luz à un dispositif PPA Erosion du trait de côte, Biscarrosse – CC Grands Lacs a été retenue dans le cadre du 2^{ème} AMI Trait de côte, Seignosse – CC MACS a également été lauréat du 1^{er} AMI PPA Aménagement touristique durable. Le contenu du projet ADS constitue une part très importante de ces contrats qui s'appuient également sur les SLGBC.

Démarche en **Animation permanente**

Coût prévisionnel du projet pour le GIP Littoral (dépenses externes) **0 €**

Temps passé 2022 **158 jours**

Etat d'avancement Stratégies locales de gestion de l'érosion



Suivi et accompagnement des 10 stratégies locales en phase opérationnelle et lancement des démarches de bilans et d'actualisation des stratégies locales de 1^{ère} génération (Lacanau, Biscarrosse, Soulac / Le Verdon sur Mer, Lège Cap Ferret- La Teste de Buch, Agglomération Pays Basque, Capbreton). Accompagnement de la définition de la stratégie de la CARA, échanges avec la CARO.

Validation des premières démarches de bilan pluriannuel en comité régional (Lacanau et Soulac, Biscarrosse).

Animation de 2 groupes techniques risques en lien avec la loi climat et résilience : présentation et échange sur l'interprétation, et modalités de déclinaisons dans les dispositifs de Stratégies locales

Démarche en **Animation permanente**

Coût prévisionnel du projet pour le GIP Littoral (dépenses externes) **0 €**

Temps passé 2022 **111 jours**

Bilan et actualisation des stratégies locales de gestion de la bande côtière de 1^{ère} génération de Biscarrosse et Soulac / Le Verdon sur Mer

Les objectifs du bilan et de l'actualisation sont de reprendre les objectifs initiaux des stratégies, en termes d'orientations stratégiques et de programme d'actions, afin d'analyser les résultats obtenus, identifier les difficultés rencontrées, les ajustements à effectuer, et si nécessaire actualiser le scénario de gestion du littoral retenu lors des 1^{ères} générations des stratégies locales.

Soulac / Le Verdon-sur-Mer

Le bilan et l'actualisation de la 1^{ère} génération de la stratégie locale (2018-2022) sont en cours de réalisation par un groupement de bureaux d'études. Un comité de pilotage s'est tenu le 16 juin 2022 pour présenter des premiers éléments de bilan aux partenaires de la stratégie et partager des propositions pour le plan d'actions 2023-2027 de la stratégie de 2^{nde} génération.

Pour rappel, la philosophie générale de la stratégie 2018-2022 était de :

- Maintenir les ouvrages de protection des zones urbaines : front de mer Soulac et quartier Amélie ;
- Limiter les reculs par des rechargements en sables sur les autres secteurs à enjeux plus diffus : rechargements annuels mécaniques et projet de rechargement massif du littoral avec les sables dragués dans les passes de l'estuaire de la Gironde par le Grand Port Maritime de Bordeaux ;
- Réduire la vulnérabilité du littoral à l'aléa érosion par la suppression (et éventuellement la relocalisation) des enjeux ponctuellement menacés sur les plages Sud de Soulac – entre le Signal et l'Amélie : campings, colonie de vacances, quelques biens privés isolés.

À l'issue des premiers éléments de bilan présentés, la stratégie a globalement porté ses fruits avec de nombreuses actions menées avec succès, hormis pour le secteur littoral Sud de Soulac (entre le Signal et l'Amélie) sur lequel la dynamique érosive s'est poursuivie voire accentuée. Le bilan montre la nécessité de réévaluer le mode de gestion sur ce secteur, ce qui implique la comparaison de nouveaux scénarios de lutte active et de repli stratégique. Les éléments finaux ont été présentés et validés en comité de pilotage de septembre.

Biscarrosse

Le bilan technique et administratif de la 1^{ère} génération de la stratégie locale (2018-2021) a été réalisé en interne par la collectivité, et a été validé par l'ensemble des partenaires en comité de pilotage le 14 décembre 2021.

Pour rappel, la stratégie 2018-2021 reposait sur 3 piliers :

- L'accompagnement des processus naturels au niveau des dunes naturelles, en partenariat étroit avec l'ONF ;
- La lutte active souple, avec transferts mécaniques sédimentaires sur les plages de la zone urbaine, de façon à ralentir les processus d'érosion ;
- L'étude pour le repli des bâtiments de première ligne, menacés à court terme, afin de pouvoir à terme procéder un réaménagement durable du front de mer offrant davantage de résilience.

Le bilan a permis de conclure que les grandes orientations restaient pertinentes, malgré la difficile mise en œuvre de l'axe sur le repli stratégique, sur lequel les actions devront être renforcées. La collectivité a donc élaboré un nouveau programme d'actions pour la 2^{nde} génération de la stratégie locale, qui portera sur la période 2022-2027. Ce programme et la répartition des co-financements ont été validés lors du comité de pilotage du 21 juin 2022.

| |
|--|
| Date de démarrage du projet Animation permanente Coût prévisionnel du projet pour le GIP Littoral (dépenses externes) 0 € Temps passé 2022 69 jours (parmi les 231 jours de suivi des stratégies locales) |
|--|

Coordination et partage

Rencontres du littoral, le 4 juillet 2022 à Bordeaux

Le 4 juillet 2022, au Palais de la Bourse à Bordeaux, près de 170 élus, agents de collectivités et des services de l'Etat, partenaires, ont été réunis à l'initiative du GIP Littoral.



Un consensus est acquis : la préservation du caractère exceptionnel des écosystèmes, de la biodiversité et du cadre de vie sur le littoral est impérative. Le développement et les aménagements durables devront s'inscrire dans une logique générale de protection et de mise en valeur des ressources et des espace naturels maritimes et littoraux. Ils s'inscriront dans une démarche d'adaptation aux grands changements à venir, en anticipant le temps long.

Face aux grands changements et leurs impacts cumulés, une transition du littoral régional s'impose. Le GIP Littoral anime et porte le projet Littoral 2030 : Réussir la transition du littoral en Nouvelle-Aquitaine. Il est mandaté pour favoriser les échanges entre acteurs du littoral, dans le but de faciliter le passage à l'action dans le domaine de l'aménagement durable et de la préservation du littoral.

A l'issue de presque deux années lors desquelles les temps d'échanges ont été réduits à leur strict minimum ou même impossible physiquement, il avait été jugé opportun de proposer, enfin, un temps fort en présentiel pour renouer les contacts ou même permettre aux acteurs ou élus de se rencontrer en personne pour la première fois.

Objectif : animer un premier débat global sur la mise en œuvre, le suivi, et les perspectives du projet Littoral 2030, « Réussir la transition du littoral régional », tout en facilitant les rencontres entre partenaires des territoires littoraux des Pyrénées-Atlantiques, des Landes, de Gironde et de la Charente-Maritime.

Après l'accueil assuré par le Président du Conseil d'administration du GIP Littoral Henri Sabarot, les rencontres ont été ouvertes par un discours d'Alain Rousset, Président du Conseil régional et de Fabienne Buccio, Préfète de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Deux tables rondes en présences d'élus et de responsables de structures partenaires, quatre présentations flashes, une table ronde d'experts nationaux, ont permis de mettre en débat les grands défis du littoral régional et de les resituer dans un contexte élargi.

Pour revenir rapidement ou plus en détail sur le contenu de la journée, un compte-rendu sous forme de [Carnet de bord](#) et un [replay vidéo](#) ont été mis en ligne et diffusés très largement.



Mobilisation des territoires littoraux sur les programmes de financement

Dans la continuité du travail d'animation engagé en 2021 sur la définition et la mise en œuvre du FEDER et du CPER, le GIP Littoral a poursuivi son travail de veille et d'accompagnement des territoires dans la constitution de dossiers liés aux plans de relance : accompagnement des collectivités dépositaires de projets aux crédits de relance REACT UE, accompagnement aux dossiers de candidatures de Biscarrosse – Grands Lacs au 2^{ème} AMI PPA Trait de côte et de Seignosse – MACS au 1^{er} AMI PPA Aménagement touristique durable.

Un travail sur la recherche de nouvelles sources de financement et d'accompagnement des collectivités sur le reste à charge a également été entrepris dans le cadre de l'avenant à la convention signée avec la Banque des territoires en mars 2022.

Les temps d'échange et de partage d'information avec l'Etat, la Région et les départements afin d'identifier les projets et leurs calendriers se poursuivent de manière régulière.

La fin d'année 2022 est également marquée par la présentation par la Région des possibilités de financement par le FEDER et en particulier des modalités de l'appel à projet sur les Plages dans le cadre de l'Axe 2 du FEDER.

Poursuite action de valorisation

Après la parution du projet « Littoral 2030 » et la mise en ligne du nouveau site internet, le GIP Littoral poursuit les actions issues de sa stratégie de communication. Ainsi sur 2022, le GIP a mené plusieurs actions :

- L'organisation des rencontres le 4 juillet en présentiel et la tenue de 2 webinaires :
 - o Webinaire sur les résidences secondaires – le 7 septembre 2022
 - o Webinaire sur les Espaces naturels agricoles et forestiers – le 18 octobre 2022
- La poursuite de la dynamique de travail au sein des groupes techniques du GIP (Logement, Planification, Risques, Espaces Naturels, Plages...)
- Une animation plus importante de la présence du GIP sur internet et les réseaux sociaux (2000 abonnés au compte LinkedIn, rythme de publication hebdomadaire avec contenu...)
- Le lancement du chantier « Photos / Videos » permettant de créer une matière illustrée des projets de transformation (avant / après)

Interventions du GIP Littoral aux colloques, conférences de partenaires en et hors région :

- Webinaire ANEL – « Le recul du trait de côte, entre érosion et montée du niveau de la mer » - 8 mars 2022
- Forum du tourisme en Médoc organisé par le PNR – 18 mars 2022
- Atelier EUCC-France de Biscarrosse - 7 et 8 avril 2022
- Colloque Synergie.s de la Banque des territoires – 23 juin 2022
- Premières journées d'été AcclimaTerra à Pessac - 30 juin au 2 juillet 2022
- Animation de cours sur l'aménagement et la gestion durable du littoral - Université de Caen, Laboratoire EPOC et IATU à Bordeaux
- Journées nationales Geo Data Days à Poitiers – 14 et 15 septembre
- Présence et participation aux Journées de l'ANEL au Grau du Roi – 29 et 30 septembre 2022
- 8^{ème} édition des Universités du tourisme durable à Montpellier – 6 et 7 octobre 2022
- 18^{ème} Rencontres du E-tourisme à Pau – 11 au 13 octobre 2022
- Pôle Littoral Atout France – 11 octobre 2022
- Semaine Climat de l'Agglomération Pays Basque – 14 octobre 2022
- Colloque « Sortons la tête de l'eau » - Agence d'urbanisme de la région de Saint-Nazaire - 9 novembre 2022
- ...

Annexes

Annexe 1

Instances et équipe

1 | Composition du Conseil d'administration :

1.1 L'Etat

| | |
|-------------------------|--|
| AMOUSSOU-ADÉBLÉ Patrick | Secrétaire général du SGAR - Nouvelle-Aquitaine |
| LASMOLES Isabelle | Directrice régionale adjointe de la DREAL - Nouvelle-Aquitaine |

1.2 La Région Nouvelle-Aquitaine

| | |
|----------------|---|
| SABAROT Henri | Conseiller régional - Président du Conseil d'administration du GIP Littoral |
| JUSTINIEN Rémi | Conseiller régional |

1.3 Les Départements du Littoral de Nouvelle-Aquitaine

| | |
|------------------------|---|
| DE ROFFIGNAC Françoise | Vice-Présidente du Conseil départemental de Charente Maritime |
| SUEUR Christophe | Conseiller départemental de Charente Maritime |
| GOT Pascale | Vice-Présidente du Conseil départemental de Gironde |
| GILLE Hervé | Sénateur et conseiller départemental de Gironde |
| TOLLIS Sandra | Conseillère départementale des Landes |
| CARRERE Paul | Conseiller départemental des Landes |
| ARRIBAS-OLANO Patricia | Conseillère départementale des Pyrénées-Atlantiques |
| EVENE-MATEO Monia | Conseillère départementale des Pyrénées-Atlantiques |

1.4 Les Communautés d'Agglomérations

| | |
|---------------------------|---|
| ROBLIN Didier | Conseiller communautaire de la CA La Rochelle |
| BERTAUD Christophe | Conseiller communautaire de la CA La Rochelle |
| PACAUD Lionel | Vice-Président de la CA Rochefort Océan - CARO |
| BURNET Alain | Conseiller communautaire de la CA Rochefort Océan - CARO |
| BASCLE Marie | Conseillère communautaire de la CA Royan Atlantique - CARA |
| DURESSAY Julien | Conseiller communautaire de la CA Royan Atlantique - CARA |
| BERILLON Pascal | Vice-président de la CA Bassin d'Arcachon Sud - COBAS |
| REZER-SANDILLON Elisabeth | Vice-présidente de la CA Bassin d'Arcachon Sud - COBAS |
| DE GONNEVILLE Philippe | Vice-président de la CA Bassin d'Arcachon Nord Atlantique - COBAN |
| DANEY Xavier | Vice-président de la CA Bassin d'Arcachon Nord Atlantique - COBAN |
| ALZURI Emmanuel | Conseiller communautaire de la CA Pays Basque |
| DEQUEKER Valérie | Conseiller communautaire de la CA Pays Basque |

1.5 Les Communautés de Communes

| | |
|-------------------|---|
| QUILLET Lionel | Président de la CC de l'île de Ré |
| RAYTON Patrick | Conseiller communautaire de la CC de l'île de Ré |
| RABELLE Dominique | Vice-présidente de la CC de l'île d'Oléron |
| HUOT Joseph | Vice-président de la CC de l'île d'Oléron |
| PETIT Jean Marie | Vice-président de la CC Bassin de Marennes |
| MEIFFREN Patrick | Vice-président de la CC Médoc Atlantique |
| PEYRONDET Laurent | Vice-président de la CC Médoc Atlantique |
| BRANA Sophie | Vice-présidente de la CC de la Médullienne |
| PECHE Yohann | Conseiller communautaire de la CC de la Médullienne |

| | |
|----------------------|--|
| LARREZET Hélène | Vice-présidente de la CC des Grands Lacs |
| MINIAU Dominique | Conseiller communautaire de la CC des Grands Lacs |
| FORTINON Xavier | Président de la CC de Mimizan |
| DELEST Marie-France | Conseillère communautaire de la CC de Mimizan |
| NAPIAS Gérard | Vice-président de la CC Côte Landes Nature |
| MOUHEL Philippe | Président de la CC Côte Landes Nature |
| CHARPENEL Frédérique | Vice-présidente de la CC Maremne Adour Côte Sud - MACS |
| MARCHAND Aline | Vice-présidente de la CC Maremne Adour Côte Sud - MACS |
| DUFAU Isabelle | Présidente de la CC du Seignanx |
| NOBLE Jérôme | Conseiller communautaire de la CC du Seignanx |

2 | Composition de l'équipe technique

| | |
|---------------------|--|
| CASTAY Nicolas | Directeur |
| COUTURIER Elise | Directrice adjointe |
| LATASTE-MORA Karine | Assistante de direction en charge de l'information |
| ANDRE Camille | Chargé de mission gestion des risques |
| DECAUDIN Anouk | Chargée de mission planification |
| GUILLOUD Thomas | Chargé de mission environnement |
| SADRAN Isla | Chargé de mission aménagement |
| RAGOT Chloé | Chargé de projets stratégies d'adaptation |
| RENARD Martin | Chargé de projets aménagement durable |

3 | Composition du Groupe technique

| | |
|-------------------------|---|
| MAGRI Stéphane | SGAR - Chargé de mission Littoral |
| BELOT Christophe | DREAL - Responsable de la Mission Littoral |
| ROUX Olivier | Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine - Chef de Service Tourisme |
| DOLIDON Nicolas | Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine - Chef de Service Environnement |
| METAYER Guillaume | Département de la Charente-Maritime - Directeur Mer et Littoral |
| SALAUN Laurent | Département de la Gironde |
| CHATEAU Loïc | Département des Landes - Directeur du Tourisme |
| FOURNIER Lionel | Département des Landes - Direction de l'Environnement |
| GIRY Olivier | Département des Pyrénées-Atlantiques - Patrimoine naturel et culturel |
| BOURON Camille | Directeur de la coopération - CA La Rochelle |
| GAUDIN Annabelle | DGS - CC Ile de Ré |
| DECOSTER Rémi | DGA - CARO |
| CONIL Frédéric | DGA - CC Bassin de Marennes |
| HUGHES Joseph | DGS - CC Ile d'Oléron |
| BOUDEAU Frédéric | DGS - CC Médoc Atlantique |
| GARCIA Pascale | DGS - CC Médullienne |
| GIRAUD-HERAUD Emma. | DGS - COBAN |
| CHASSAING-DEGUINE M.-P. | DGS - COBAS |
| TESTUD Gilles | DGS - CC Grands Lacs |
| REY Olivier | DGS - CC Mimizan |
| DAGUERRE Yves | DGS - CC Côte Landes Nature |
| BAUDOIN Guillaume | DGS - CC MACS |
| SARRADE Caroline | Directrice de la Mission Mer et Littoral - CA Pays Basque |

4 | Composition du Conseil d'orientation

| | |
|-----------------------|---|
| COLLIGNON Béatrice | Passages UMR 5319 CNRS – Université Bordeaux Montaigne |
| CHOISY Guillaume | Agence de l'eau Adour Garonne |
| GUTTON Martin | Agence de l'eau Loire - Bretagne |
| TROUSLOT Franck | Agence Régionale de la Biodiversité Nouvelle-Aquitaine |
| MARTINEZ Patrick | Banque des Territoires - Groupe Caisse des Dépôts - DR Nouvelle-Aquitaine délégation Bordeaux |
| PEDRON Nicolas | BRGM - DR Nouvelle-Aquitaine |
| ITÇAINA Xabier | Centre Emile Durkheim - Sciences politiques et sociologie comparatives |
| JEAN Christine | CESER - Nouvelle-Aquitaine |
| MADRID Nathalie | Conservatoire du Littoral - Aquitaine |
| BELZ Patrice | Conservatoire du Littoral - Centre Atlantique |
| DEMEL Anthony | CRT Nouvelle-Aquitaine |
| ZVENIGORODSKY Camille | ENSAP - Bordeaux |
| DAVASSE Bernard | ENSAP - Bordeaux |
| GREMARE Antoine | EPOC - Université de Bordeaux |
| MIOSSEC Gilbert | Forum des Marais Atlantiques |
| MACE Pierre | GIP ATGeRi - Aménagement du Territoire et Gestion des Risques |
| BERNARD Tanguy | GREThA - Université de Bordeaux |
| DE VIRON Olivier | LIENSS - Université de de La Rochelle |
| CONSTANTIN Éric | ONF - Office National des Forêts Agence Landes Nord Aquitaine |
| GANDON Benoit | CEREMA Sud-Ouest |

Annexe 2

Ordre du jour des instances en 2022

| | | |
|----|------------|---|
| CA | 03.02.2022 | <p>Délibérations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approbation du PV du Conseil d'administration du 16 décembre 2021 • Approbation des comptes financiers 2021 • Gestion des plages : Partenariat avec l'Ecole nationale supérieure de la Voile et des Sports Nautiques sur une analyse juridique des pratiques • Validation finale de la stratégie d'accueil des plages de Gironde proches de la métropole bordelaise <p>Questions diverses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Point d'information sur les financements européens • Point d'avancement sur la démarche Capacité d'accueil des territoires littoraux |
| CA | 31.05.2022 | <p>Délibérations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approbation du PV du Conseil d'administration du 3 février 2022 • Gestion du risque d'érosion côtière : Présentation du rapport sur la caractérisation de l'aléa érosion en Charente-Maritime, par le BRGM Approbation du rapport sur la sensibilité régionale à l'érosion côtière Informations et échanges sur l'actualité législative • Approbation du rapport final sur l'évolution des espaces naturels, agricoles et forestiers littoraux • Candidature de la ville de Saint Georges de Didonne à une démarche d'Aménagement durable des stations et territoires touristiques • Volet opérationnel sur le suivi en temps réel de la fréquentation – Stratégie d'accueil des plages de Gironde à Carcans, Lacanau, Le Porge et Lège Cap-Ferret • Résidences secondaires – Présentation du document produit dans le cadre de la convention avec l'INSEE • Présentation de l'avenant à la convention signée avec la Banque des Territoires • Budget Rectificatif n°1 <p>Questions diverses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agenda, annonce de différents évènements littoraux |
| AG | 17.11.2022 | <p>Délibérations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approbation du PV 20210224 • Approbation du Règlement intérieur • Comptes Financiers 2022 <p>Questions diverses</p> |
| CA | 17.11.2022 | <p>Délibérations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approbation du PV de la précédente réunion • Budget Rectificatif n°2 2022 • Exécution de Littoral 2030 : bilan d'activité 2022 et programme de travail 2023 <p>Budget Prévisionnel 2023</p> <p>Points d'information</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des fonds européens 2021-2022 -Direction Europe CR • Dispositions littorales de la loi Climat et résilience : bilan du travail de synthèse et d'échange mené en 2022 • Point info retour sur le Webinaire Résidences Secondaires |

GIP LITTORAL

2030



MEMBRES DU GIP

Services de l'Etat en région, conseil régional Nouvelle-Aquitaine, conseil départemental de la Charente-Maritime, conseil départemental de la Gironde, conseil départemental des Landes, conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, communauté d'agglomération de La Rochelle, communauté d'agglomération Rochefort Océan, communauté d'agglomération Royan Atlantique, communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord, communauté d'agglomération Bassin d'Arcachon Sud, communauté d'agglomération Pays Basque, communauté de communes de l'île de Ré, communauté de communes de l'île d'Oléron, communauté de communes Bassin de Marennes, communauté de communes Médoc Atlantique, communauté de communes de la Médullienne, communauté de communes des Grands Lacs, communauté de communes de Mimizan, communauté de communes Côte Landes Nature, communauté de communes Marenne Adour Côte Sud, communauté de communes du Seignanx

GIP LITTORAL

11, avenue Pierre Mendès-France 33700 MÉRIGNAC

T. + 33 (0)5 56 13 26 28

contact@giplittoral.fr

www.giplittoral.fr

